



**USID**

**BASE DE CANJUERS**

**83840 COMPS SUR ARTUBY**

**A l'attention de l'Adjudant Frédéric MARCHESSEAU**

**D I A G N O S T I C  
A S S I S T A N C E  
T E C H N I Q U E**



## **DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

Code prestation : K 161-5

**BASE DE CANJUERS**

**BAT 06**

**83840 COMPS SUR ARTUBY**

N° D'AFFAIRE : A532134276.1

RAPPORT ETABLI LE : 02/10/2017



**APAVE SUDEUROPE SAS**

Siège social : 8 rue Jean-Jacques Vernazza - Z.A.C. Saumaty-Séon - BP 193 –  
13322 MARSEILLE CEDEX 16

Tél. : 04 96 15 22 60 - Fax : 04 96 15 22 61 - Site Internet : [www.apave.com](http://www.apave.com)

Société par Actions Simplifiée au Capital de 6 648 544 € - N° SIREN : 518 720 925



	<b>DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE</b>	Aff. n A532134276.1 Rap. n°: R9916198-001-1 Date : 02/10/2017 Page : 1/26
--	----------------------------------	--

<b>APAVE SUD EUROPE</b> <b>AGENCE VAR</b> Avenue Frédéric et Irène Joliot Curie 83130 LA GARDE Tél. : 04.94.00.12.30	LA GARDE le 2 octobre 2017
--	----------------------------

# DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

« K 161-5 »



**BASE DE CANJUERS**

**BATIMENT 06**

**83840 COMPS SUR ARTUBY**

**Adresse d'expédition** : USID BASE DE CANJUERS 83840 COMPS SUR ARTUBY

**A l'attention de :** M l'Adjudant Frédéric MARCHESSEAU

**Avertissement : Ce Dossier Technique Amiante a été réalisé à partir d'un recueil de données et d'éléments justificatifs d'opérations mises en œuvre vis-à-vis de l'amiante. Toute omission d'éléments ou pièces jugées indispensables à sa constitution rendrait caduque ce dossier, la responsabilité d'Apave ne saurait alors être engagée.**

**Apave** - 191 rue de Vaugirard - 75738 Paris Cedex 15 - SA au capital de 222 024 163 € - RCS Paris 527 573 141  
Filiales opérationnelles : **Apave Alsacienne SAS** - RCS 301 570 446 ; **CETE Apave Nord-Ouest** - RCS 419 671 425 ;  
**Apave Parisienne SAS** - RCS 393 168 273 ; **Apave Sudeurope SAS** - RCS 518 720 925



## SOMMAIRE

1. ATTESTATIONS DE COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	3
2. HISTORIQUE DES INTERVENTIONS	4
3. FICHE RECAPITULATIVE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	5
3.1 Informations générales.....	5
3.2 Modalités de consultation du dossier technique amiante .....	5
3.4 Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage.....	6
3.5 Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante.....	7
3.6 Evaluations périodiques .....	8
3.7 Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires.....	10
3.8. Recommandations générales de sécurité .....	11
3.9 Plans et/ou photos et/ou croquis .....	14
4. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	16
5. RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE	17
6. EVALUATIONS PERIODIQUES	18
8. TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT – MESURES CONSERVATOIRES	20
10. PROCES VERBAUX D'ANALYSES	21







## 2. HISTORIQUE DES INTERVENTIONS

**Dossier : BASE DE CANJUERS BAT 06 83340 COMPS SUR ARTUBY**

DATE	PRESTATAIRE	NOM DE L'INTERVENANT	ACTION
25/08/1998	<b>CE BTP</b> PV : 2867.3	M P.DUPONT	Attestation de recherche d'amiante dans les matériaux de construction
13/11/2007	<b>M.S GC-BTP</b> 830707002	Thierry ORNAQUE	Repérage pour recherche des matériaux des listes A&B du CSP
13/11/2007	<b>M.S GC-BTP</b>	Antoine ORNAQUE	Création du DTA
20/09//2017	<b>APAVE</b> R9916198-001-1	B.ANGUILLE	Complément de recherche sur les façades et la toiture
02/10//2017	<b>APAVE</b> R9916198-001-1	B.ANGUILLE	Mise à jour du DTA

»



### 3. FICHE RECAPITULATIVE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

#### 3.1 Informations générales

**Date de création:** 13 novembre 2007

**Mises à jour :** 02 octobre 2017

Date	Objet
26/08/1998	Recherche flocage/calorifugeages et faux plafonds
26/09/2007	Repérage pour recherche des matériaux de l'annexe 13-9 du CSP
13/11/2007	Création DTA
20/09/2017	Complément de recherche sur les façades et la toiture
02/10/2017	Mise à jour DTA

#### Propriétaire de l'immeuble :

- **Nom :** 3 RAMA
- **Adresse :** CAMPS DE CANJUERS 83998 MONTFERRAT

#### Etablissement :

- **Adresse :** BASE DE CANJUERS 83340 COMPS SUR ARTUBY
- Date du permis de construire : années 60
- ou année de construction : 1972

#### Détenteur du Dossier technique Amiante

- Nom : M Frédéric MARCHESSEAU
- Fonction : Technicien de l'infrastructure
- Service : USID
- Adresse : Camps de Canjuers 83340 COMPS SUR ARTUBY
- Téléphone :

#### 3.2 Modalités de consultation du dossier technique amiante

- Lieu *Idem.;* Possibilité de demande informatique.
- Horaires : Horaire de bureau
- Contact : M Frédéric MARCHESSEAU



### 3.3 Rapports de repérage

NUMERO DE REFERENCE DU RAPPORT DE REPERAGE	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIETE ET DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	OBJET DU REPERAGE
Dossier C217.8.268/98 PV 2867.3	26/08/98	CEBTP	Attestation de recherche d'amiante dans les matériaux de construction
830707002	13/11/2007	M.S GC-BTP O.ORNAQUE	Rapport de repérage pour intégration au DTA
sans	20/04/2009	ESB G.TREBUCHET	Diagnostic avant travaux
R9916198-001-1	20/09/2017	APAVE B.ANGUILLE	Complément de recherche sur les façades et la toiture (liste B)

### 3.4 Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

LISTE DES DIFFERENTS REPERAGES	N° DE REFERENCE DU RAPPORT DE REPERAGE	LISTE DES PARTIES DE L'IMMEUBLE BATI VISITEES (1)	LISTE DES PARTIES DE L'IMMEUBLE BATI NON VISITEES AVEC MOTIF DEVANT DONNER LIEU A UNE PROCHAINE VISITE (2)
Repérage des flocage calorifugeages et faux plafonds	<b>CE BTP</b>	Ensemble des locaux	Sans objet
Repérage des matériaux de l'annexe 13-9 du CSP	<b>M.S GC-BTP</b>	Ensemble des locaux	Sans objet
Complément de recherche sur les façades et la toiture (liste B)	<b>APAVE</b>	Toiture et façades	Sans objet

(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.  
 (2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.



### 3.5 Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante

#### 3.5a Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE CHAQUE REPERAGE	TYPE DE REPERAGE	MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE	ETAT DE CONSERVATION (1) NOTE 1, 2 OU 3	MESURES OBLIGATOIRES ASSOCIEES
SANS OBJET					
(1) Matériaux liste A : l'état de conservation est défini par un score 1,2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.					

#### 3.5b Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE CHAQUE REPERAGE	TYPE DE REPERAGE	MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE	ETAT DE CONSERVATION (2)	MESURES PRECONISEES PAR L'OPERATEUR
20/09/2017	Visuel	Conduits de cheminées amiante ciment	Toiture terrasse	Bon Etat	EVALUATION PERIODIQUE
(2) Matériaux liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.					

Dans le cas du retrait du matériau, il conviendra d'en prendre compte dans un plan de retrait établi par une société certifiée



### 3.6 Evaluations périodiques

#### 3.6a Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante (\*)

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES FLOCAGES CALORIFUGES ET FAUX PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE					
DATE	INTERVENANT AGREE	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	RESULTAT DE LA GRILLE	MESURES A PRENDRE – NATURE ET DATE
Sans Objet					Un contrôle périodique de l'état de conservation de ces matériaux en fonction de la grille de l'état de conservation doit être mis en place. Ce contrôle est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage

(\*) L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.



### 3.6b Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES AUTRES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE					
DATE	INTERVENANT	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURES PRECONISEES – NATURE ET DATE
20/09/2017	B.ANGUILLE	Conduits de cheminées amianté ciment	Toiture terrasse	Bon Etat	Veiller au maintien en bon état. Mise en place d'un plan de retrait avant travaux. Toute intervention sur ce matériau doit être effectuée par du personnel formé. Evaluation périodique préconisée de 24 à 36 mois
					Veiller au maintien en bon état. Mise en place d'un plan de retrait avant travaux. Toute intervention sur ce matériau doit être effectuée par du personnel formé. Evaluation périodique préconisée de 24 à 36 mois
..					



### 3.7 Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

#### 3.7a Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE (CF PLAN, CROQUIS OU PHOTOS)	NATURE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRE	DATE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRES	ENTREPRISES INTERVENANTES	RESULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET DES MESURES D'EMPOUSSIEREMENT (ART R 1334-29-3 CSP)

#### 3.7b Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE (CF PLAN, CROQUIS OU PHOTOS)	NATURE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRE	DATE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRES	ENTREPRISES INTERVENANTES	RESULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET DES MESURES D'EMPOUSSIEREMENT (ART R 1334-29-3 CSP)

Un dossier d'ouvrage exécuté et les BSDA de la société désamiantage & enveloppe du bâtiment nous a été fourni, concernant le retrait et la prise en charge des colles de faïences et de plinthes repérées dans le rapport de 2009 de la société ESD.



### 3.8. Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

#### 1. INFORMATIONS GENERALES

##### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses,

peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

##### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

#### 2. INTERVENTION DE PROFESSIONNELS : SOUMIS AUX DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.



Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation,
- le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les

combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation,

- de plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4 GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1



à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### **b. Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### **c. Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

#### **d. Information sur les déchèteries et les**

#### **installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

— de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

— du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;

— de la mairie ;

— ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

#### **e. Traçabilité**

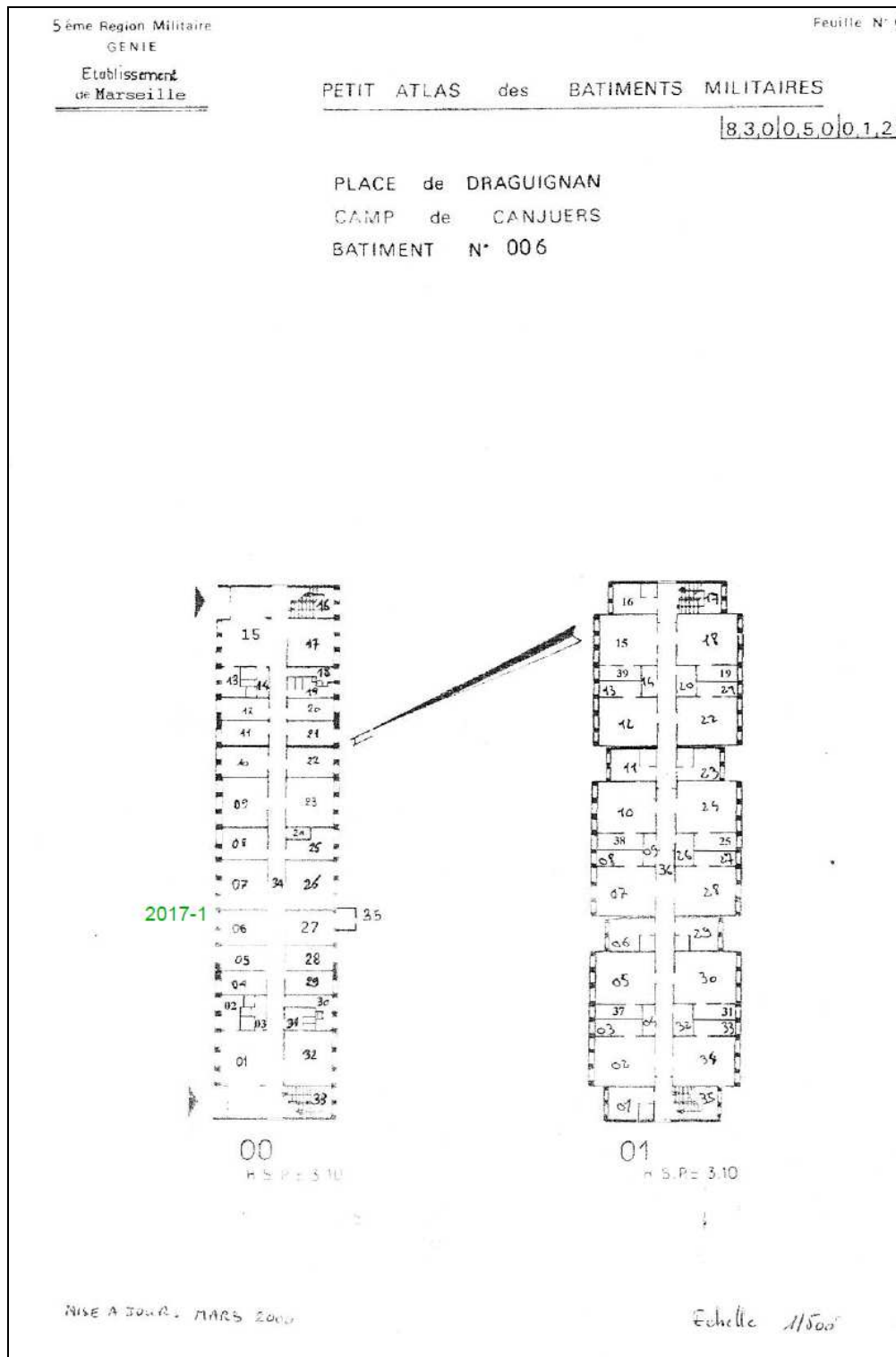
Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.



### 3.9 PLANS ET/OU PHOTOS ET/OU CROQUIS

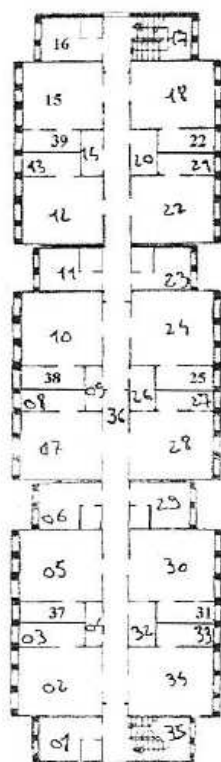


Hors champ de notre mission, des prélèvements ont été effectués sur demande du donneur d'ordre sur des enveloppes bitumineuses de la galerie technique du vide sanitaire. Elles ont révélé la présence d'amiante et n'ont pas fait l'objet de cartographie.

Au vue de la continuité des réseaux, il n'est donc pas à exclure que ce matériau se retrouve dans cette galerie technique



Feuille N°

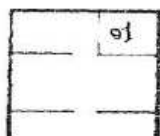


02  
H.S.P. = 3.10



03  
H.S.P. = 3.10

○ : Tuyaux amiante ciment visibles en toiture



S1



#### 4. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



## 5. RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE

NUMERO DE REFERENCE DU RAPPORT DE REPERAGE	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIETE ET DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	OBJET DU REPERAGE
			Rapport de repérage des matériaux des listes A & B du Code de la Santé Publique
			Rapport de repérage faux plafond
Dossier C217.8.268/98 PV 2867.3	26/08/98	CEBTP	Rapport de repérage flocage / calorifugeage et faux-plafond
830707002	13/11/2007	M.S GC-BTP O.ORNAQUE	Rapport de repérage des matériaux de l'annexe 13.9 du Code de la Santé Publique
			Rapport de repérage des éléments complémentaires de la liste B de l'annexe 13.9 du Code de la Santé Publique
			Rapport avant-démolition
R9916198-001-1	20/09/2017	APAVE B.ANGUILLE	Complément de recherche sur les façades et la toiture (liste B)
			Autres rapports



## 6. EVALUATIONS PERIODIQUES

### 6.1 Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante (\*)

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES FLOCAGES CALORIFUGEAGES FAUX PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE					
DATE	INTERVENANT AGREE	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	RESULTAT DE LA GRILLE	MESURES A PRENDRE – NATURE ET DATE
Sans Objet					Un contrôle périodique de l'état de conservation de ces matériaux en fonction de la grille de l'état de conservation doit être mis en place. Ce contrôle est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage
					Un contrôle périodique de l'état de conservation de ces matériaux en fonction de la grille de l'état de conservation doit être mis en place. Ce contrôle est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage

(\*) L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.



	DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	Aff. n° A532134276.1 Rap. n°: R9916198-001-1 Date : 02/10/2017 Page : 19/26
---	---------------------------	--

## 6.2 Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES AUTRES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE					
DATE	INTERVENANT	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURES PRECONISEES – NATURE ET DATE
20/09/2017	Visuel	Conduits de cheminées amiantes ciment	Toiture terrasse	Bon Etat	Evaluation périodique de l'état de conservation dans un délai préconisé de 24 à 36 mois Veiller au maintien en bon état. Mise en place d'un plan de retrait avant travaux. Toute intervention sur ce matériau doit être effectuée par du personnel formé.
					Evaluation périodique de l'état de conservation dans un délai préconisé de 24 à 36 mois Veiller au maintien en bon état. Mise en place d'un plan de retrait avant travaux. Toute intervention sur ce matériau doit être effectuée par du personnel formé.



## 8. TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT – MESURES CONSERVATOIRES

### 8.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE (CF PLAN, CROQUIS OU PHOTOS)	NATURE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRE	DATE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRES	ENTREPRISES INTERVENANTES	RESULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET DES MESURES D'EMPOUSSIEREMENT (ART R 1334-29-3 CSP)

### 8.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATERIAU OU PRODUIT	LOCALISATION PRECISE (CF PLAN, CROQUIS OU PHOTOS)	NATURE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRE	DATE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRES	ENTREPRISES INTERVENANTES	RESULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET DES MESURES D'EMPOUSSIEREMENT (ART R 1334-29-3 CSP)



	<b>DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE</b>	Aff. n A532134276.1 Rap. n°: R9916198-001-1 Date : 02/10/2017 Page : 21/26
---	----------------------------------	---

---

## 10. PROCES VERBAUX D'ANALYSES





## Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS

**APAVE SUDEUROPE SAS**
**Monsieur Benjamin ANGUILLE**

21 Avenue Irène et Frédéric Joliot-Curie  
ZI La Garde - BP 60538  
83042 TOULON CEDEX 9

### RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-KE-055929-01  
Dossier N° : 17KE024116  
Référence Dossier : BASE DE CANJUERS / BAT 06

Version du : 05/10/2017 13:31  
Date de réception : 04/10/2017

Page 1/1  
Date d'analyse : 04/10/2017

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	06.2017-01 - FACADES - ENDUIT CIMENT PEINT	Matériau de type peinture (marron) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) ; matériau de type peinture (vert)	<b>MET</b> *	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

#### Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Microscopie Electronique à Transmission (**MET**) réalisée selon les parties pertinentes de la norme **NFX 43-050**

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : Le laboratoire a validé sa limite de détection. Il garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0.1% en masse.



Aurélie Faraggi  
Référént Technique

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud SAS**

75 Avenue de Pascalet  
F-30310 VERGEZE, FRANCE  
Tél: +33 4 66 73 15 73 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: [www.eurofins.fr/hdb](http://www.eurofins.fr/hdb)  
S.A.S. au capital de 1 600 000€ RCS Nîmes SIRET 804 354 819 00018 TVA FR28 804 354 819 APE 7120B

ACCREDITATION  
N° 1- 5922  
Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)




## 11 RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. INFORMATIONS GENERALES

#### a) Dangers de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont



définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## **2. INTERVENTION DE PROFESSIONNELS : SOUMIS AUX DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL**

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

## **3. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE**

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

— perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;

— remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;

— travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation,
- le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation,
- de plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

#### **4 GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE**

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

##### **a. Conditionnement des déchets**

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

##### **b. Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

##### **c. Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.



Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

#### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

#### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.